

Entretien avec Maria Odette Carvalho Martins, pêcheuse, leader de la communauté de Batoque, État du Ceará, et de l'Articulation nationale des femmes de la pêche (ANP), Brésil

Naina Pierri (pierrinai@gmail.com), Membre de l'ICSF

D'où venez-vous, quand avez-vous commencé à pêcher ?

Je suis de Balbino, Cascavel, Ceará. J'avais 8 ans quand j'ai commencé avec mon père. Je suis venue à Batoque à 21 ans lorsque je me suis mariée. J'ai maintenant 51 ans, et je continue à pêcher. Mon mari est cultivateur, mais il pêche aussi, tout comme mon père. Nous avons cinq fils et sept petits-enfants. Les week-ends, nous vendons de la nourriture aux touristes.

Quand et pourquoi avez-vous commencé à défendre votre communauté ?

Batoque est près de la ville de Fortaleza et possède une belle plage. Depuis les années 1980, des personnalités influentes ont tenté de nous chasser pour récupérer nos terrains, construire des installations touristiques, faire de la spéculation immobilière. Des gens armés ont brûlé nos maisons, nous ont menacés, ont même tué des pêcheurs. Je suis entrée en lutte à 25 ans, avec l'aide d'un prêtre catholique. L'un des spéculateurs a interdit aux pêcheurs de vendre leur production et d'utiliser le terrain à des fins agricoles ou pour construire. En 1989, nous avons créé une association, dont je suis devenue la présidente en 1993.

Vous avez eu des difficultés au début de votre militantisme ?

Au début, je devais demander à mon mari la permission de participer à ces activités. Puis un compromis a été conclu en présence du prêtre, et il est devenu plus accommodant. S'il refusait la permission, je lui rappelais l'arrangement. Et j'avais le soutien des autres femmes de la communauté pour s'occuper de mes fils en mon absence.

Parlez-nous des conflits à propos des terrains

En 2003, après de nombreux incidents violents et des procédures judiciaires, nous avons obtenu la classification de Batoque en Réserve extractive, c'est-à-dire une zone de conservation où les usagers locaux ont le droit exclusif d'utiliser le terrain et les ressources. Les pressions extérieures et les violences, c'est maintenant terminé. Mais nous devons continuer à défendre notre territoire car aujourd'hui il y a un nouveau problème : certains dans notre communauté vendent illégalement leur maison à des intérêts touristiques.

Quelle est votre situation maintenant ?

Pendant la période de grande mobilisation, j'ai connu les menaces et deux tentatives d'assassinat, mais je n'avais pas peur. Après la classification en Réserve, j'ai eu des problèmes de santé et je n'ai pas pu participer activement aux luttes. Maintenant je vais mieux, je suis plus active, et j'en suis contente. Je suis surtout contente de voir de jeunes femmes prendre la tête des initiatives de défense des communautés, comme c'est le cas pour l'Articulation nationale. 